



KPMG Audit Sénégal S.A.
avec Administrateur Général
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
3^{ème} Etage Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDÉPENDANTE
DE LA CONFORMITÉ DE LA PASSATION DES
MARCHÉS DES AUTORITÉS CONTRACTANTES
AU TITRE DE LA GESTION 2011
GROUPE I
AUTORITE CONTRACTANTE :
- AGENCE DE DEVELOPPEMENT LOCAL -
RAPPORT DEFINITIF**

Autorité de Régulation des Marchés Publics ARMP
Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber
BP 11303 - Dakar - Sénégal

Ce document contient 58 pages (incluant celle-ci)

Réf. : NDS-SP- DSOS-OSF-2013-05-754



SOMMAIRE

1. SYNTHÈSE	6
1.1 Déroulement de la mission	6
1.1.1 Contexte	6
1.1.2 Modalités d'intervention	7
1.1.2.1 Audit de la passation	7
1.1.2.2 Audit de l'exécution physique	9
1.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics	9
1.3 Constats de l'audit	9
1.3.1 Échantillons	9
1.3.2 Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés	10
1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés	11
1.3.4 Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière	12
1.4 Recommandations	12
1.5 Suivi des recommandations de la revue de 2010	15
2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT	16
2.1 Rappel des termes de références	16
2.1.1 Contexte de la mission	16
2.1.2 Objectifs de la mission	17
2.1.2.1 Objectif principal	17
2.1.2.2 Objectifs spécifiques	17
2.1.3 Périmètre de la mission	18
2.2 Méthodologie de mise en œuvre	19
2.2.1 Approche contradictoire	19
2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention	20
2.3 Description des travaux d'audit	20
2.3.1 Audit de la passation des marchés	20
2.3.1.1 Revue des textes	21
2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés	21
2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.	21
2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés	22
2.3.3 Audit technique	22
2.4 Constitution de l'échantillon d'audit	22
2.4.1 Échantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés	22
2.4.1.1 Description de l'échantillon	22
2.4.1.2 Correction de l'échantillon	23
2.4.2 Échantillon pour l'audit technique	23
3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES	24
3.1 Rappels	24
3.1.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	24
3.1.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	24
3.1.1.2 Dispositif institutionnel actuel	25
3.1.2 Principes	26

3.1.2.1	Champ d'application du CMP	26
3.1.2.2	Durée des marchés (article 14 du CMP)	27
3.1.2.3	Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	28
3.1.2.4	Contrôle à priori de la passation des marchés (arrêté n° 11580 pris en application de l'article 138 du CMP)	28
3.1.2.5	Signature des marchés (articles 27, 28 et 30 du CMP)	29
3.1.2.6	Approbation des marchés	30
3.1.3	Procédures	31
3.2	Constats relatifs au dispositif des marchés publics	31
3.2.1	Responsabilité des MO et MOD	31
3.2.1.1	Modalités de fonctionnement de la CPM	31
3.2.1.2	Capacité de lancer des mises en concurrence	32
3.2.2	Exercice des contrôles	32
3.2.2.1	Rappels	32
3.2.2.2	Exercice des contrôles	32
3.2.2.3	Fonctionnement de la Commission des Marchés de l'ADL	34
3.2.2.4	Rôle du Contrôleur Financier	35
3.2.3	Régulation	35
4.	AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	37
4.1	Constats généraux	37
4.1.1	Constats de carence documentaire	37
4.1.1.1	Carence documentaire concernant la passation	37
4.1.1.2	Carence documentaire concernant l'exécution financière	37
4.1.2	Fractionnements potentiels	37
4.1.2.1	Rappels	37
4.1.2.2	Évaluation des fractionnements potentiels	37
4.2	Audit de la passation des marchés	38
4.2.1	Dossiers d'Appels d'Offres (DAO)	38
4.2.1.1	Rappels	38
4.2.1.2	Constats	39
4.2.1.3	Commentaires	40
4.2.2	Avis d'Appels d'Offres (AAO)	41
4.2.2.1	Rappels	41
4.2.2.2	Constats	42
4.2.2.3	Commentaires	42
4.2.3	Réception et dépouillement des offres	43
4.2.3.1	Rappels	43
4.2.3.2	Constats	43
4.2.3.3	Commentaires	44
4.2.4	Évaluation des offres et attribution des marchés	44
4.2.4.1	Rappels	44
4.2.4.2	Constats relatifs à l'évaluation	46
4.2.4.3	Commentaires relatifs à l'évaluation	47
4.2.4.4	Constats relatifs à l'Attribution	47
4.2.4.5	Commentaires relatifs à l'Attribution	48
4.2.5	Cas particulier des marchés passés par entente directe	48
4.2.5.1	Rappels	48
4.2.5.2	Constats	51
4.2.6	Délais de passation des marchés	51
4.2.6.1	Rappels	51
4.2.6.2	Constats	52
4.3	Audit de l'exécution financière	52
4.3.1	Etendue des travaux d'audit du volet financier	52
4.3.1.1	Concernant l'engagement	52
4.3.1.2	Concernant le contrôle et la certification du service fait	53

4.3.1.3	Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses	53
4.3.1.4	Limites de l'audit de l'exécution financière	53
4.3.2	Constats d'audit sur le volet d'exécution financière	53
4.3.2.1	Production et gestion des garanties contractuelles	53
4.3.2.2	Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses	53
4.3.2.3	Réception et paiement des prestations	54
4.4	Audit de l'exécution physique	54
5.	RECOMMANDATIONS	55
5.1	Recommandations générales	55
5.1.1	Recommandations relatives à l'archivage	55
5.1.2	Recommandations relatives aux rapports et observateurs indépendants	55
5.1.3	Recommandations concernant le déroulement des audits à posteriori	55
5.2	Recommandations relatives au fractionnement	55
5.3	Recommandations relatives à la capacité de gestion du processus de passation des marchés	56
5.4	Recommandations relatives à l'attribution des marchés	56
5.5	Recommandations relatives au renforcement de la régulation	57
6.	ANNEXE : LISTE DES MARCHES CONTROLES	58
6.1	L'appel d'offres restreint	58
6.2	Liste des DRP allégés	58

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELLATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
ADL	Agence de Développement Local
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AO	Appel d'Offres
AOO	Appels d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
ONAS	Office National de l'Assainissement du Sénégal
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès-verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
SPPM	Société à Participation Publique Majoritaire
TDR	Termes de référence
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

1. SYNTHÈSE

1.1 Déroulement de la mission

1.1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

- ✚ L'un sur les systèmes de gestion des finances publiques ;
- ✚ L'autre sur la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

- ✚ L'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
- ✚ En 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celle de huit (08) ministères l'année suivante ;
- ✚ En 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
- ✚ La promulgation du Code des Marchés Publics (CMP) au Sénégal en avril 2007 et dans la foulée, la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés ;
- ✚ En 2011, un nouveau Code des Marchés Publics a été promulgué (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) pour des soucis d'efficacité et d'efficience ;
- ✚ Et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit donc dans le cadre de la généralisation précitée.

1.1.2 Modalités d'intervention

1.1.2.1 Audit de la passation

Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les tâches suivantes :

- en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

Modes de passation des marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant en FCFA	Nbre	Montant en FCFA	Nbre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	1	105 555 500	1	105 555 500	100%	100%
Appel d'Offres Restreint (AOR)	0	0	0	0	0	0
Prestations Intellectuelles (PI)	0	0	0	0	0	0
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	25	121 050 115	11	86 586 965	44%	72%
Entente Directe (ED)	0	0	0	0	0	0
DRP allégées	0	0	0	0	0	0
TOTAL	26	226 605 615	12	192 142 465	46%	85%

- vérifier les procédures de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMF avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;

- ✚ établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- ✚ analyser l'organisation en général **et les structures (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle,) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier ; diagnostic approfondi des cellules des marchés ;**
- ✚ **faire des vérifications sur :**
 - L'enregistrement des contrats à la charge des titulaires,
 - La production des cautions d'avance de démarrage et de bonne exécution,
 - L'émission des ordres de service s'agissant des travaux,
 - La réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures,
 - La mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics, Agences et SPPM,
 - La tenue des registres de marchés côtés et paraphés, mis à jour,
 - L'application des pénalités de retard prévues ;
- ✚ examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même que son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- ✚ vérifier le niveau d'application des recommandations émises par les audits antérieurs ;
- ✚ formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- ✚ demander à l'autorité contractante tous les documents pouvant nous permettre de contrôler l'exhaustivité et l'exactitude des informations communiquées (états d'exécution budgétaire, balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres....) ;
- ✚ procéder aux recoupements et confirmations d'information des autorités contractantes par rapport à d'autres sources telles que la DCMP, etc. ;
- ✚ organiser des séances de restitution de notre rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

1.1.2.2 Audit de l'exécution physique

Les marchés de l'Agence de Développement Local ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validé avec l'ARMP.

1.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Concernant le dispositif des marchés publics au titre de la gestion 2011, nous avons constaté que :

- Le PPM a été transmis le 03 février 2011 après la date limite prévue par le CMP qui est le 31 janvier de l'exercice concerné ;
- Le PPM n'est pas exhaustif ;
- L'annonce presse de l'AGPM n'a pas été archivée ;
- La désignation du rapporteur dans la commission n'est pas indiquée dans la note de service de nomination des membres de la commission ;
- Les rapports trimestriels n'ont pas été produits par la cellule de passation de marchés ;
- Les copies des chartes de transparence signées par les membres de la CPM et de la Cellule ne nous ont pas été transmises ;
- Les membres de la commission ayant assuré l'ouverture des plis de la DRP «confection d'un film et d'une plaquette d'information sur l'ADL » attribuée à SELENE COM d'un montant de 11 041 555 FCFA n'étaient plus habilités à siéger.

1.3 Constats de l'audit

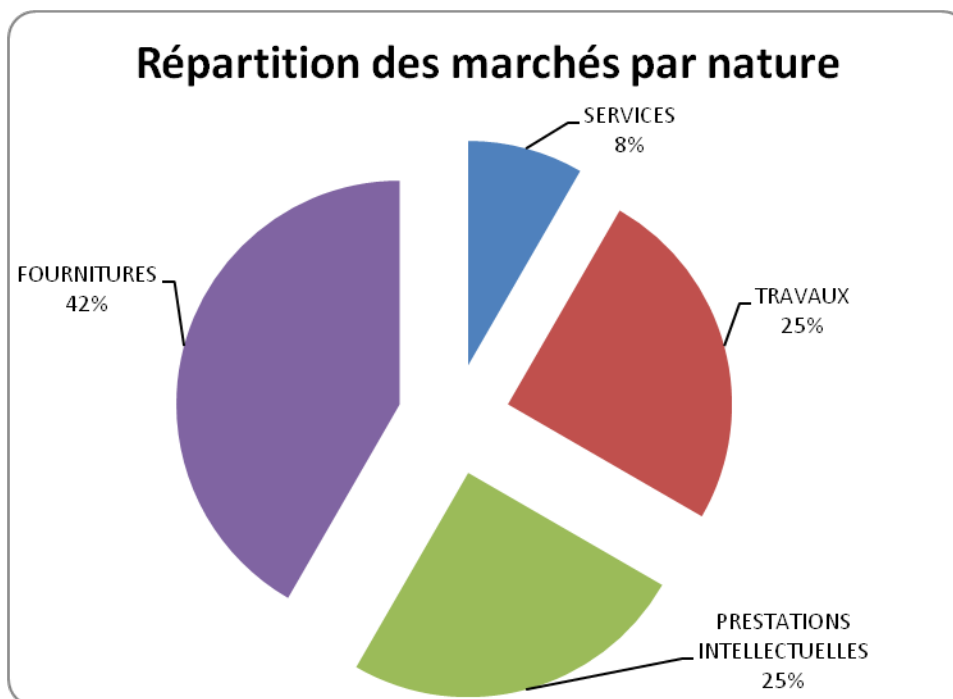
1.3.1 Échantillons

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passés en 2011 par l'Agence de Développement Local (ADL). Cette liste est constituée d'un (01) appel d'offres restreint et de vingt cinq (25) demandes de renseignements et de prix d'un montant total de deux cent vingt six millions six cent cinq mille six cent quinze FCFA (226 605 615 FCFA).

Parmi les vingt six (26) marchés reçus, nous en avons sélectionné douze (12) pour un montant global de cent quatre vingt douze millions cent quarante deux mille quatre cent soixante cinq Fcfa (192 142 465 FCFA) répartis ainsi :

- 01 appel d'offres ouvert d'un montant de 105 555 500 FCFA ;
- Et 11 demandes de renseignement et de prix d'un montant de 86 586 965 FCFA.

La répartition par nature des marchés est présentée dans le graphique ci dessous :



Le graphique ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 42% de marchés de fournitures d'un montant de 137 918 180 FCFA ;
- 25% de marchés de travaux d'un montant de 17 373 730 FCFA ;
- 25% de marchés de prestations intellectuelle d'un montant de 22 041 555 FCFA ;
- et 08% des marchés de service d'un montant de 14 809 000 FCFA.

1.3.2 Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Les constats généraux relatifs à la passation de marchés sont les suivants :

a) AOO

- La lettre de notification ne porte pas d'accusé de réception.
- La publication de l'avis d'attribution définitive du marché a été faite au-delà des 15 jours suivant la notification. Dates de notification le 01 octobre, 09 novembre 2011 et date de publication de l'attribution définitive le 30 décembre.
- Le délai entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation est long.

b) DRP

- Certaines DRP n'ont pas été inscrites dans le PPM
- Les lettres d'invitation n'indiquent pas la liste de tous les fournisseurs consultés
- Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission, ni de projet de contrat, ni de modèle simplifié d'instruction, ni de bordereaux de prix
- Les spécifications techniques n'ont pas été définies
- Les clauses de pénalités de retard n'ont pas été prévues
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre
- Les délais d'exécution ou de livraison ne sont pas précisés

c) Acquisitions non inscrites ni dans le PPM ni dans la liste reçue des marchés

Nous avons relevé dans la balance générale les acquisitions ci-dessus qui n'ont été inscrites ni dans le PPM ni dans la liste des marchés reçus de ADL :

- 1. FACT MAYKO N°111024-01 d'un montant de 1 178 053 FCFA : Achat de fourniture de bureau pour le compte de l'ADL ;
- 2. FACT LIBETA SERVICE N°K10302 d'un montant de 4 425 000 FCFA : Achat de Tee-shirt et casquettes portant logo ADL ;
- 5. FACT LE PAYS N°023 ADL/DFC d'un montant de 1 430 000 FCFA : Médiatisation des activités (publi-reportage) de la DFC, dans le cadre de la convention ADL/DFC ;
- 6. ADL/DFC FACT GIE S.M.S N° 0/0019 d'un montant de 2 852 650 FCFA : Achat d'ordinateurs, d'imprimantes, BIC et Rames de papier pour le compte de la DFC.

1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés**a) AOO**

Les constatés soulevés sont identiques à ceux indiqués au point 1.3.2.

b) DRP

Les constatés soulevés sont identiques à ceux indiqués au point 1.3.2.

1.3.4 Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

Concernant l'exécution financière des marchés passés par l'ADL pour l'exercice 2011, nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures.

1.4 Recommandations

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires de l'ADL
A00				
1	La lettre de notification ne porte pas d'accusé de réception.	1 100%	Faire décharger l'attributaire du marché sur une copie de la lettre de notification ou tenir un registre de transmission de courrier	<i>Nous prenons acte de cette recommandation. Pour 2012, la plupart des lettres portent des accusés de réception</i>
2	La publication de l'avis d'attribution définitive du marché a été faite au-delà des 15 jours suivant la notification. Dates de notification le 01 octobre, 09 novembre 2011 et date de publication de l'attribution définitive le 30 décembre.	1 100%	Respecter le délai de 15 jours imposé par la réglementation	<i>Nous prenons acte de cette recommandation.</i>
3	Le délai entre la date d'ouverture des plis et la date d'approbation du rapport d'évaluation est long (02 mois).	1 100%	Tenir un délai raisonnable entre l'ouverture des plis et l'approbation du rapport d'évaluation.	<i>Nous prenons acte de cette recommandation. Cette lenteur s'explique essentiellement par le changement intervenu à la direction de l'Agence au mois mai 2011</i>
DRP				
1	Certaines DRP n'ont pas été inscrites dans le PPM.	5 45%	S'assurer de la correcte prise en compte des besoins. Si nécessaire faire réviser le PPM.	<i>Nous prenons acte de cette recommandation</i>
2	Les lettres d'invitation n'indiquent pas la liste de tous les fournisseurs consultés.	11 100%	Indiquer le nom de tous les fournisseurs consultés conformément à circulaire n°0004/PM/CAB/CP4 du 13 mars 2009.	<i>Nous prenons acte de cette recommandation Pour 2012, les lettres d'invitation indiquent pour la plupart la liste de tous les fournisseurs consultés.</i>
3	Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission, ni de projet de contrat, ni de modèle simplifié d'instruction.	11 100%	Faire accompagner les lettres d'invitation d'un formulaire de soumission, d'un projet de contrat, d'un modèle simplifié d'instruction conformément à circulaire n°0004/PM/CAB/CP4 du 13 mars 2009.	<i>Nous prenons acte de cette recommandation.</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires de l'ADL
4	Les spécifications techniques n'ont pas été définies.	4 36%	Préciser les spécifications techniques des marchés afin de procéder à une correcte évaluation des offres	<i>Nous prenons acte de cette recommandation. Sur ce point, des améliorations significatives ont été apportées en 2012.</i>
5	Pour 33% des DRP passées après juillet 2011 et dont le montant atteint le seuil fixé par l'arrêté n°011585 du 28/12/07, la DCMP n'a pas été informée de leur attribution contrairement aux dispositions prévues par l'article 78 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011.	3 33%	Informar la Direction chargé du Contrôle des Marchés Publics de l'attribution des DRP conformément aux dispositions de l'article 78 du CMP en vigueur.	<i>Nous prenons acte de cette recommandation.</i>
6	Les clauses de pénalités de retard n'ont pas été prévues.	11 100%	Prévoir des clauses de pénalités de retard.	<i>Nous prenons acte de cette recommandation. Des améliorations ont été apportées en 2012</i>
7	Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre.	8 72%	Informar les candidats non retenus du rejet de leur offre conformément à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP4 du 13 mars 2009.	<i>Nous prenons acte de cette recommandation. Des améliorations ont été apportées en 2012</i>
8	Les délais d'exécution ou de livraison ne sont pas précisés.	4 36%	Préciser le délai d'exécution ou de livraison.	<i>Nous prenons acte de cette recommandation</i>
Organisation				
1	Le PPM a été transmis le 03 février 2011 après la date limite prévue par le CMP qui est le 31 janvier de l'exercice concerné.	N/A	Veiller à la transmission dans les délais du PPM.	<i>Nous prenons acte de cette recommandation. Les PPM des années suivantes ont été transmis dans les délais.</i>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires de l'ADL
Organisation				
2	<p>Le PPM et l'avis général ne sont pas exhaustifs car nous avons relevé dans la comptabilité des marchés hors procédures portant sur 04 acquisitions d'immobilisations qui n'ont été inscrites ni dans le PPM, ni dans l'avis général et ni dans la liste des marchés reçus de ADL. Ces acquisitions s'élèvent à 9 885 703 FCFA. Exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> Achat de Tee-shirt et casquettes portant logo ADL pour un montant de 4 425 000 FCFA correspondant à la facture « FACT LIBETA SERVICE N°K1030 » ; Achat d'ordinateurs, d'imprimantes, BIC et Rames de papier pour le compte de la DFC pour un montant de 2 852 650 FCFA portant sur la facture « ADL/DFC FACT GIE S.M.S N° 0/0019 » ; 	N/A	S'assurer de l'exhaustivité des marchés inscrits dans le PPM et y inscrire toutes les DRP.	<p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Pour les acquisitions de la DFC, il faut souligner que l'ADL a signé une convention avec la DFC (direction du ministère de tutelle) qui se charge de toute la procédure d'acquisition et transmet le dossier à l'ADL pour règlement.</p> <p>L'ADL procède à la vérification de conformité avant de procéder au paiement.</p>
3	L'annonce presse de l'AGPM n'a pas été archivée.	N/A	Veiller à l'archivage de l'annonce presse de l'AGPM.	Nous prenons acte de cette recommandation.
4	La désignation du rapporteur dans la commission n'est pas indiquée dans la note de service de nomination des membres de la commission.	N/A	Indiquer dans la note de service le nom du rapporteur de la commission des marchés.	<p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Même si le rapporteur n'a pas été désigné dans l'acte de nomination des membres de cellule, cette dernière a toujours assuré le secrétariat de la commission des marchés.</p>
5	Les rapports trimestriels n'ont pas été produits par la cellule de passation de marchés.	N/A	Produire les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n°11586 du 28/12/2007.	<p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Des améliorations ont été apportées en 2012.</p>

N°	Constats	Nombre de constats %	Recommandations	Commentaires de l'ADL
Organisation				
6	Les copies des chartes de transparence signées par les membres de la CPM et de la Cellule ne nous ont pas été transmises.	N/A	Assurer l'archivage des copies des chartes de transparence signées par les membres de la CPM et de la CM.	<i>Nous prenons acte de cette recommandation. Les copies des chartes de transparence signées par les membres de la CPM et de la Cellule sont désormais archivées.</i>
7	Les membres de la commission ayant assuré l'ouverture des plis de la DRP «confection d'un film et d'une plaquette d'information» n'étaient plus habilités à siéger.	N/A	Veiller à faire intervenir que les membres de la CPM habilités à ouvrir les plis.	<i>Nous prenons acte de cette recommandation. Pour 2012, seuls les membres habilités ont siégé dans la commission et la cellule.</i>

1.5 Suivi des recommandations de la revue de 2010

L'Agence de Développement Local n'a pas fait l'objet de revue de la passation de marchés pour l'exercice 2010.

2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1 Rappel des termes de références

2.1.1 Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flux considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle à priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématisé le contrôle à posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle à priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2011 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence.

2.1.2 Objectifs de la mission







2.1.2.1 Objectif principal

La mission a pour **objectif principal**, au sein des autorités contractantes du Groupe 1, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics.

Il s'agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

2.1.2.2 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
-  vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
-  fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
-  identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
-  procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons également le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
-  pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;

- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe en passant en revue l'ensemble des marchés passés par ce système afin d'en déduire d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations sur le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque Mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ exprimer nos recommandations pour le futur.

En fin de mission nous assurerons à cinq (5) à sept (7) experts de l'ARMP et cinq (5) à sept (7) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de deux (2) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une desdites institutions.

2.1.3 Périmètre de la mission

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqués à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (ressources internes et ressources externes) leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;

- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission, la formation sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (05) à sept (7) experts de l'ARMP et cinq (05) à sept (7) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une desdites institutions pour une durée de deux (02) jours.

2.2 Méthodologie de mise en œuvre

2.2.1 Approche contradictoire

Ce type de mission requiert la pleine collaboration des Autorités Contractantes (AC). A ce titre, il a été planifié une réunion de démarrage de la mission avec chaque Autorité Contractante. Au cours de ces réunions, notre équipe :

- ✚ s'est assurée que chaque Autorité Contractante disposait bien des termes de référence de la mission ;
- ✚ a rappelé le périmètre de la mission et ses nouveautés par rapport à la revue de l'année précédente, avec notamment le contrôle d'exécution physique et le rapprochement avec l'exécution budgétaire ;
- ✚ a insisté sur le partage préalable des résultats de la revue avant la production du rapport provisoire ;
- ✚ a confirmé avec l'AC, le calendrier des travaux de terrain et les conditions logistiques y afférentes.
- ✚ a demandé les documents suivants :
 - Organisation/Organigramme
 - Plan de Passation des Marchés ;
 - Liste des marchés passés ;
 - Balance générale des comptes ou état d'exécution budgétaire détaillé de 2011 ;
 - Grand livres des comptes et tableau de passation 2011 ;
 - Cycle passation et organisation du manuel des procédures en vigueur ;
 - Note éventuelle sur l'évolution institutionnelle de l'AC ou les rapports d'activités transmis à l'ARMP le cas échéant ;
 - Composition de la Commission des marchés / correspondance de transmission aux organes ad hoc ;
 - Composition de la Cellule de Passation des marchés / correspondance de transmission aux organes ad-hoc ;
 - Attestations de prise de connaissance de la charte d'éthique et de transparence.

2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention

Notre intervention comprend **cinq (05) phases** clés tenant compte des finalités poursuivies par la mission. Ces cinq (05) phases clés sont composées d'activités pouvant pour certaines d'entre elles, être simultanées.

1. **Cadrage général de la mission ;**
2. **Revue des marchés ;**
3. **Contrôle d'exécution physique ;**
4. **Rapports et restitutions aux AC ;**
5. **Formation.**

PHASE	INTITULE DE LA PHASE	N° ACTIVITE	INTITULE ACTIVITE
1	CADRAGE GENERAL DE LA MISSION		
		1.1	Confirmation de notre démarche avec l' ARMP
		1.2	Contact des Responsables des Cellules de Passation de Marchés de chaque Autorité Contractante et obtention des listes de marchés et DRP
		1.3	Détermination des échantillonnages
2	REVUE DES MARCHES		
		2.1	Prise de connaissance des Autorités Contractantes et revue de leur organisation
		2.2	Analyse des pratiques courantes et revue du système de contrôle interne
		2.3	Travaux d'audit
3	CONTROLE D'EXECUTION PHYSIQUE		
		3.1	Confirmation des marchés à contrôler et planification
		3.2	Travaux de contrôle d'exécution physique
		3.3	Rapport de contrôle d'exécution physique
4	RAPPORTS ET RESTITUTIONS AUX AC		
		4.1	Rapports
		4.2	Présentation des rapports provisoires
		4.3	Ajustements et production des rapports finaux de la phase d'audit du processus de passation et des rapports de synthèse
5	FORMATION		
		5.1	Programmation et conception des modules
		5.2	Délivrance de la formation et compte-rendu

2.3 Description des travaux d'audit

2.3.1 Audit de la passation des marchés





Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les travaux présentés ci-dessous:

2.3.1.1 Revue des textes







Nous avons fait, à l'entame de la mission, une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante.

2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés




Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Agence de Développement Local pour apprécier sa capacité à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

-  analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du CMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier son aptitude à gérer la commande publique ;
-  évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
-  contrôle de la régularité des dépenses ;
-  revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.

-  rapprochement du Plan de Passation des Marchés (PPM) obtenu de l'ADL avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics ;
-  rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés ;
-  rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics ;
-  contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs, les comptes de charges et d'immobilisation pour s'assurer de la réalité, de l'exactitude et de l'exhaustivité des marchés ;
-  sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés ;
-  contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

-  la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation ;
-  au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats ;
-  au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels ;

- ✚ au contenu des dossiers d'appel à candidatures ;
- ✚ au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner ;
- ✚ au respect des délais de préparation des offres ;
- ✚ au respect des délais de passation des marchés ;
- ✚ au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres ;
- ✚ au contenu des rapports d'évaluation technique des offres ;
- ✚ au contenu des rapports d'évaluation financière des offres ;
- ✚ au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire ;
- ✚ à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable ;
- ✚ au contenu des lettres de notification ;
- ✚ à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis ;
- ✚ à l'information des soumissionnaires non retenus ;
- ✚ au respect des délais d'exécution des marchés ;
- ✚ à la réception effective des biens et services.

2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés

Nos travaux ont consisté essentiellement à vérifier :

- ✚ le règlement de la TVA avec vérification de reversement des précomptes au Trésor ;
- ✚ le respect de l'application des clauses de pénalités ;
- ✚ le contenu des contrats et le respect des dispositions relatives au paiement ;
- ✚ le recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution) ;
- ✚ la conformité aux modèles fournis dans les DAC et la durée de validité ;
- ✚ la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties ;
- ✚ les paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles.

2.3.3 Audit technique

2.4 Constitution de l'échantillon d'audit

2.4.1 Échantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

2.4.1.1 Description de l'échantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passés en 2011 par l'Agence de Développement Local (ADL). Cette liste est constituée d'un (01) appel d'offres restreint et de vingt cinq (25) demandes de renseignements et de prix d'un montant total de deux cent vingt six millions six cent cinq mille six cent quinze FCFA (226 605 615 FCFA).

Parmi les vingt six (26) marchés reçus, nous avons sélectionné douze (12) marchés pour un montant global de cent quatre vingt douze millions cent quarante deux mille quatre cent soixante cinq FCFA (192 142 465 FCFA).

2.4.1.2 Correction de l'échantillon

L'échantillon sélectionné et validé en début de mission a été transmis à l'ADL avant le début effectif de la mission.

2.4.2 Échantillon pour l'audit technique

Les marchés de l'Agence de Développement Local ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validé avec l'ARMP.

3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES




3.1 Rappels

3.1.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé




3.1.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;




Le Code des Marchés Publics (décret n° 545 du 25 avril 2007) ainsi que le Décret n° 2008-1165 portant modification du décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics (décret modifiant l'article 63) et le Décret n° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics fixent les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

-  réalisation de travaux ;
-  d'achat de fournitures ;
-  d'achat de services ;

Le Code en vigueur a été pris en application :

-  de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
-  de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
-  des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

-  le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
-  le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
-  le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 011580 du 28/12/07 pris en application de l'article 138 du Code des Marchés Publics fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation de marchés.
- Arrêté N° 011583 du 28/12/07 pris en application de l'article 111 du Code des Marchés Publics fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté N° 011584 du 28/12/07 pris en application de l'article 112 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N° 011585 du 28/12/07 pris en application de l'article 77-3 du Code des Marchés Publics relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté N° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes ;
- Arrêté N° 011587 du 28/12/07 pris en application de l'article 45-e du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics ;
- Arrêté N° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes ;
- Arrêté N° 03193 du 3/4/2010 pris en application de l'article 78 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics, relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

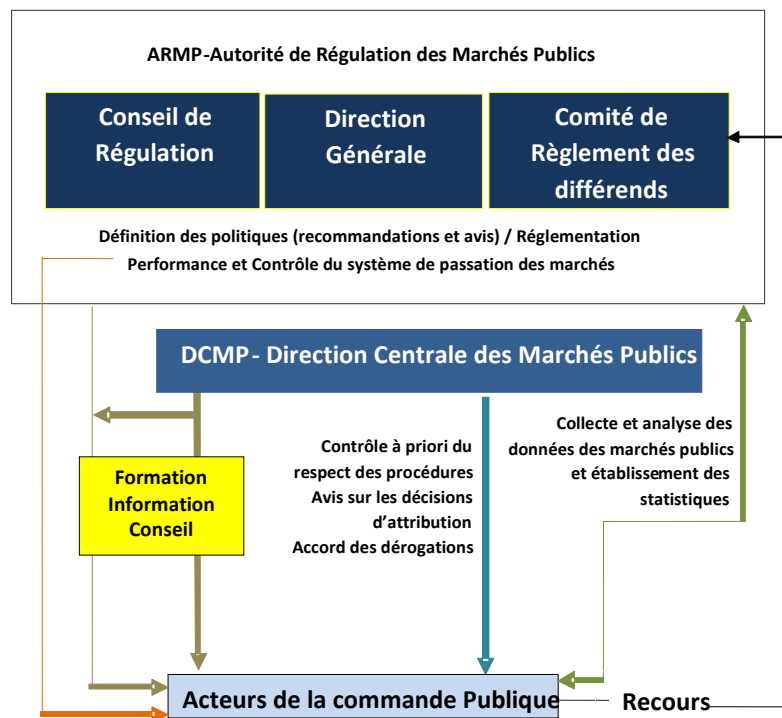
3.1.1.2 Dispositif institutionnel actuel

Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) nouvelles structures dont la création met fin à l'existence de la Commission Nationale des Contrats de l'Administration (CNCA) et du Bureau des Marchés du Ministère de l'Économie et des Finances :

- ✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP ;
- ✚ la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF ;

dont les rôles clés sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



3.1.2 Principes

3.1.2.1 Champ d'application du CMP

Le Code des Marchés Publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

1. l'État et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
2. les collectivités locales, y compris les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
3. les établissements publics ;
4. les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'État ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;




5. les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
6. les associations formées par des personnes visées au point 1) à 4) du CMP.

Les marchés passés en application d'accords de financement ou de traités internationaux sont soumis aux dispositions du Code des Marchés Publics, sous réserve de l'application de dispositions contraires au code résultant des procédures prévues par lesdits accords ou traités internationaux.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets doit être effectuée dans les conditions prévues par le CMP.

3.1.2.2 Durée des marchés (article 14 du CMP)

La durée d'un marché est fixée en tenant compte de la nature des prestations et de la nécessité d'une remise en concurrence périodique. Elle ne peut en principe être supérieure à un an sauf pour les marchés suivants :

-  les marchés à commandes et de clientèle, conformément aux dispositions des articles 25 et 26 du CMP ;
-  les marchés afférents à des programmes d'investissement et d'entretien de routes qui peuvent être contractés pour plusieurs années à la condition que les engagements qui en découlent demeurent respectivement dans les limites des autorisations de programme et des crédits de paiement contenus dans les lois de finances.
-  Les marchés de gestion et d'entretien par niveau de services (GENIS) qui se fondent sur une obligation de résultats en lieu et place de l'obligation de moyens des marchés classiques ou les marchés pluriannuels d'entretien peuvent être contractés pour une durée allant jusqu'à sept ans.

3.1.2.3 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	État / Collectivités locales / Établissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP).

3.1.2.4 Contrôle à priori de la passation des marchés (arrêté n° 11580 pris en application de l'article 138 du CMP)

La Direction chargée du Contrôle des Marchés publics assure le contrôle à priori des procédures de passation de marchés. A ce titre elle :

- ✚ émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation concernant :
 - les marchés fractionnés quel que soit leur montant ;
 - les marchés que l'autorité contractante souhaite passer par appel d'offres restreint ou par entente directe ;
 - les marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007 ;
 - les conventions de délégation de service public et les contrats de partenariat ;
 - les avenants aux marchés ci-dessus ou qui ont pour effet de porter le montant du marché au montant du seuil d'examen du dossier ;
- ✚ émet un avis sur le rapport d'analyse comparative des offres ou propositions et sur le procès-verbal d'attribution provisoire du marché établis par la commission des marchés, relatifs aux marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007 ;
- ✚ effectue un examen juridique et technique avant leur approbation des projets de marchés pour lesquels elle a indiqué souhaiter faire un tel contrôle lors de l'examen du dossier d'appel à la concurrence ou qui répondent aux conditions de nature et de montants fixés par l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007.

¹ Sociétés Nationales






² Sociétés Anonymes

La Direction chargée du Contrôle des Marchés publics peut également donner un avis sur les dossiers que lui soumettent spontanément les autorités contractantes.



3.1.2.5 Signature des marchés (articles 27, 28 et 30 du CMP)

La procédure de passation du marché est conduite par la personne responsable du marché qui est habilitée à signer le marché au nom de l'autorité contractante. Les marchés conclus par une personne non habilitée à cet effet sont nuls de nullité absolue.

Les personnes responsables des marchés chez les différentes autorités contractantes sont respectivement :


-  pour les marchés de l'Etat et dans chaque département ministériel : le Ministre chargé du département concerné, qui est responsable des marchés passés par les services centraux, des marchés passés dans la Région de Dakar et des marchés des agences ou organisations sans personnalité morale relevant de son département ;
-  pour les marchés de l'Etat passés dans les Régions autres que la Région de Dakar : le gouverneur de région ;
-  pour les marchés des collectivités locales : les présidents des conseils régionaux, les maires et les présidents des conseils ruraux ou leurs représentants dûment habilités sont responsables respectivement des marchés à passer par les régions, les communes et les communautés rurales ;
-  pour les marchés des établissements publics, agences et autres organismes ayant la personnalité morale : l'organe exécutif désigné conformément aux règles qui leur sont applicables ;
-  la signature des marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire relève de la compétence du Directeur Général de la société quel que soit leur montant.

Toutefois, pour les marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire, l'avis favorable du Conseil d'Administration préalable à la signature des marchés, matérialisé par le procès verbal des délibérations, est requis lorsque :

-  les marchés sont passés par une société nationale ou une société anonyme à participation publique majoritaire créée depuis moins de 12 mois ;
-  lorsque le représentant légal décide de retenir un candidat autre que celui proposé par la commission des marchés.

3.1.2.6 Approbation des marchés

L'acte d'approbation, matérialisé par la signature de l'autorité compétente à ce titre, est la formalité administrative nécessaire pour donner effet au marché. Les autorités compétentes pour l'approbation des marchés sont présentées dans les tableaux qui suivent :

 pour les marchés des administrations centrales de l'Etat :


SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)	
Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Marché \geq 100 000 000	Ministre chargé des finances
100 000 000 > marché \geq 50 000 000	Ministre dépensier
Marché < 50 000 000	Ministre dépensier pour la région de Dakar
	Gouverneur de région excepté Dakar

 pour les marchés des collectivités locales :

Les marchés des collectivités locales dont les montants sont indiqués dans le tableau ci-dessous sont approuvés par le représentant de l'État :

SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)		
Caractéristiques	Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Toutes les régions (Conseils régionaux)	marché \geq 100 000 000	Gouverneur de région
- Villes de la région de DAKAR - Communes chef-lieux de région - Communes d'un budget \geq 300 000 000	marché \geq 50 000 000	Préfet
Autres communes	marché \geq 15 000 000	Préfet
Communautés rurales	marché \geq 15 000 000	Sous-Préfet





Les marchés d'un montant inférieur aux seuils ci-dessus ne sont pas soumis à la formalité d'approbation.

 pour les marchés des établissements publics, agences et organismes dotés de la personnalité morale :

SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)	
Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Marché \geq 150 000 000	Ministre chargé des finances
150 000 000 > marché \geq 50 000 000	Président du Conseil d'Administration
Marché < 50 000 000	Directeur de l'établissement





3.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

-  appel d'offres ouvert (article 60 à 70 du CMP) ;
-  appel d'offres avec pré-qualification (article 60 à 65 et 71 du CMP) ;
-  appel d'offres ouvert en deux étapes (article 60 à 65 et 72 du CMP) ;
-  appel d'offres restreint (article 60 à 65, 73 et 74 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

-  l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
-  la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
-  la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
-  Les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.






3.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics

3.2.1 Responsabilité des MO et MOD

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la CPM

Les membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) ont été désignés au titre de la gestion 2011.

Conformément à l'arrêté n° 011586 du 28 décembre 2007 relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, la CPM est responsable des activités suivantes :

-  examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
-  examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
-  examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
-  classement et archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
-  établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;

- ✚ établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du Code des Marchés Publics ;
- ✚ insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- ✚ tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- ✚ appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés ;
- ✚ réalisation et tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- ✚ identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- ✚ liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction Centrale des Marchés Publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

3.2.1.2 Capacité de lancer des mises en concurrence

Le personnel doit être suffisamment formé pour une meilleure maîtrise des procédures de passation de marché.

3.2.2 Exercice des contrôles

3.2.2.1 Rappels

Article 137 CMP 2007 / 139 CMP 2011 :

Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle des dépenses respectivement applicables aux autorités contractantes, le contrôle des marchés publics est assuré par :

- ✚ la Direction chargée du Contrôle des Marchés Publics qui est chargée de contrôler a priori la passation des marchés ;
- ✚ les organes de contrôle interne existant au sein de l'autorité contractante qui effectuent un contrôle à posteriori dans des conditions fixées par chaque autorité contractante.
- ✚ l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics qui effectue un contrôle à posteriori.

3.2.2.2 Exercice des contrôles

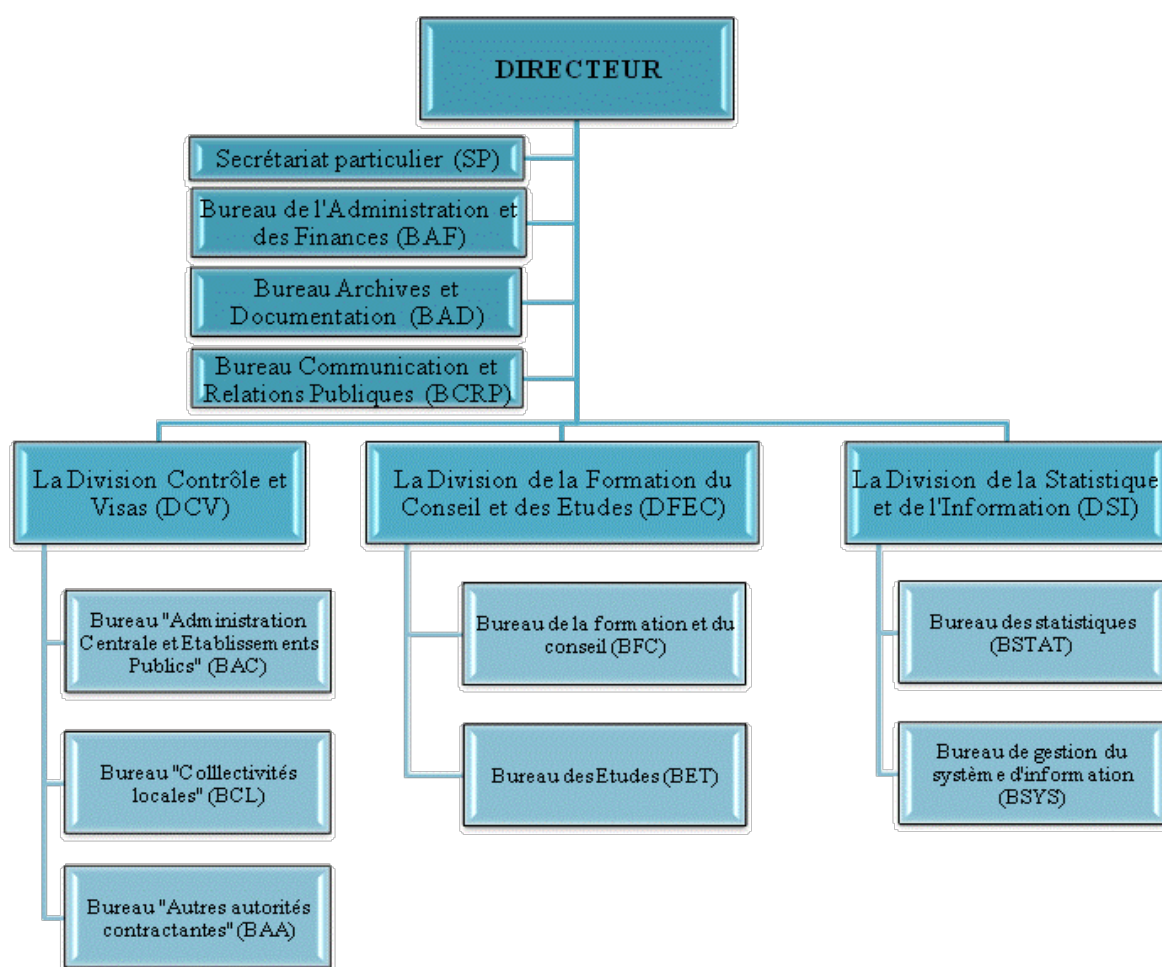
Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction du Contrôle des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;

- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

Soulignons par ailleurs, que les Commissions de Marchés et Cellules de Passation des Marchés jouent également un rôle important dans le respect de la conformité du processus.

3.2.2.3 Fonctionnement de la Commission des Marchés de l'ADL

Rappelons ici que le CMP prévoit la mise en place de Commissions des Marchés chargées de l'Ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés ainsi que celles de Cellules de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la CM.

La Commission des Marchés de l'ADL a été mise en place une première fois le 19 avril 2011 par décision n°000002.

La commission était composée de trois (03) membres sans suppléants comme indiqué dans le tableau ci dessous :

COMPOSITION DE LA PREMIERE COMMISSION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2011		
Poste	Titulaire	Suppléant
Président	Madame Magatte LO BODIAN, DAGE du Ministère de la Décentralisation et des Collectivités Locales	-
Membres	Madame Mariam NDIAYE DIOUF, Agent comptable particulier	-
	Monsieur Assane YADE, Agent du Contrôle financier	-

La composition de la commission des marchés n'était pas conforme aux dispositions de l'article 2-c de l'arrêté n°11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 du CMP.

L'ADL avait sollicité par lettre (réf : V/L n°50/MDCL/ADL du 20 avril 2011) l'autorisation de la Direction Centrale des Marchés Publics pour le fonctionnement provisoire de cette commission. En effet, l'ADL étant nouvellement créée (décret n° 2010-995 du 02 août 2010), elle ne disposait pas encore de personnel qualifié en passation de marchés.

La DCMP, avait marqué son accord pour la mise en place et le fonctionnement de cette commission pour une durée de trois (03) mois à compter de la date de signature de leur réponse réf n°001874/MEF/DCMP/DSI/47 du 02 mai 2011.

Une fois la période dérogatoire épuisée, la DCMP par sa lettre réf n°003484/MEF/DCMP/DSI/07 a relancé l'ADL pour la mise en place d'une commission répondant aux dispositions de l'article 2-c de l'arrêté n°11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 du CMP.

Une nouvelle Commission des Marchés a été alors mise en place 04 juillet 2011 par décision n°000003 abrogeant et remplaçant la décision n°000002 portant nomination des membres de la Commission des marchés..

La commission est composée de quatre (04) membres et trois (03) suppléants comme indiqué dans le tableau ci dessous :

COMPOSITION DE LA SECONDE COMMISSION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2011		
Poste	Titulaire	Suppléant
Président	Monsieur Mamadou GAYE, Secrétaire général de l'ADL	Monsieur Silèye COULIBALY, Contrôleur de gestion
Membres	Madame SADIO Ndongo DIA, DAARH	Monsieur Baba Ngouye SAMB, Comptable matières
	Monsieur Assane YADE, contrôle financier	Monsieur Mamadou Ndatté SALL
	Monsieur Abdou Aziz MAR, Responsable de l'Appui institutionnel	Pape Macodou GUEYE, Responsable des Etudes et Planification
	Monsieur Alassane GAYE, Responsable de la mise en place de l'Observatoire National de la Décentralisation et du Développement local	-

Nous n'avons pas obtenu les attestations de prise de connaissance des dispositions de la Charte de Transparence et d'Etique en matière de Marchés publics signées par les membres titulaires et les suppléants de cette commission. En effet, les copies des attestations transmises à la DCMF et l'ARMP n'ont pas été archivées par l'ADL.

Conformément à l'arrêté n° 11588 du 28 décembre 2007 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés, les membres titulaires et suppléants de la commission des marchés de l'ADL sont des cadres ou agent assimilés.







3.2.2.4 Rôle du Contrôleur Financier

Un Contrôleur financier et un représentant du ministère de tutelle siègent à la Commission des marchés de l'Agence de Développement Local.

3.2.3 Régulation

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

L'ARMP a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de service public. Cette mission de régulation a pour objet :

-  d'émettre des avis, propositions ou recommandations dans le cadre de la définition des politiques et de l'assistance à l'élaboration de la réglementation en matière de marchés publics et de délégations de service public ;
-  de contribuer à l'information, à la formation de l'ensemble des acteurs de la commande publique, au développement du cadre professionnel et à l'évaluation des performances des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public ;
-  d'exécuter des enquêtes ;
-  de mettre en œuvre des procédures d'audits indépendants ;
-  de sanctionner les irrégularités constatées ;
-  de procéder au règlement non juridictionnel des litiges nés à l'occasion de la passation des marchés publics et des délégations de service public, ou de rendre des avis dans le cadre du règlement amiable des litiges nés à l'occasion de leur exécution.

L'ARMP est composée de trois organes : le Conseil de Régulation, le Comité de Règlement des Différends et la Direction Générale.

4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1 Constats généraux

4.1.1 Constats de carence documentaire

4.1.1.1 Carence documentaire concernant la passation

Nous n'avons pas obtenu les documents suivants :

- Le registre de transmission des courriers ;
- Le formulaire de soumission, le projet de contrat, le modèle simplifié d'instruction et le qui accompagnent les lettres d'invitation ;
- Les lettres informant les candidats du rejet de leur offre ;
- Les rapports trimestriels produits par la Cellule ;
- Les spécifications techniques des marchés ;
- Les clauses de pénalités de retard ;
- Les délais d'exécution ou de livraison.

4.1.1.2 Carence documentaire concernant l'exécution financière

Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant l'exécution financière.

4.1.2 Fractionnements potentiels

4.1.2.1 Rappels

Article 54.5 du CMP :

Les autorités contractantes ne peuvent en aucun cas fractionner les dépenses ou sous estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables en vertu du CMP.

4.1.2.2 Évaluation des fractionnements potentiels

Nous avons procédé à une revue de la comptabilité, notamment la balance des tiers et le grand livre et nous n'avons pas relevé de dépenses non déclarées, devant faire l'objet de passation de marchés. Nous n'avons pas constaté de cas de fractionnement potentiel ou de marchés passés hors procédures.

4.2 Audit de la passation des marchés

4.2.1 Dossiers d'Appels d'Offres (DAO)

4.2.1.1 Rappels

a) AOO

Article 58 (Section 3 - Dossier d'appel à la concurrence)

Le dossier d'appel à la concurrence contient la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats selon la procédure choisie, à savoir:

- a) les pièces relatives aux conditions de l'appel à la concurrence : la référence à l'avis d'appel d'offres ou à l'avis d'appel à candidatures, ou la lettre de consultation, ainsi que le règlement de la procédure, sauf si les informations figurant dans l'avis d'appel à la concurrence sont suffisantes eu égard à la procédure et au marché concernés ;
- b) les pièces constitutives du futur marché, notamment : projet, date de soumission, cahier des prescriptions spéciales, cahier des clauses administratives générales, cahier des clauses techniques générales, autres pièces requises en fonction de l'objet du marché;
- c) des informations communiquées par l'autorité contractante à titre indicatif en vue de faciliter l'établissement de leurs offres par les candidats, qui ne sont pas des pièces constitutives du marché.

Le dossier d'appel à la concurrence est remis aux candidats gratuitement ou à des conditions financières stipulées dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans la lettre de consultation.

Lorsque le dossier d'appel à la concurrence n'est pas remis gratuitement, ces conditions financières doivent être fixées de façon à ne pas dépasser les frais engagés pour le reproduire et le remettre aux candidats. Toutefois, dans ce dernier cas, un exemplaire du dossier devra être disponible pour être consulté gratuitement sur place par les candidats qui le souhaitent.


b) DRP

Article 77.2 du CMP 2007 / 78.2 du CMP 2011 :

L'autorité contractante sollicite simultanément par écrit des prix auprès d'au moins cinq entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

Pour les travaux, fournitures et services dont la valeur TTC est supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11585 du 28 décembre 2007 du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et n'atteint pas ceux définis à l'article 53 du CMP, la saisine des candidats présélectionnés doit se faire par une lettre d'invitation précisant au minimum :

 l'objet de la consultation ;

- la description concise des prestations ;
- les spécifications techniques requises ;
- les délais de remise des offres et délais d'exécution.

Elle doit également être accompagnée :

- d'un formulaire de soumission ;
- d'un modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires mentionnant s'il y'a lieu les qualifications minimales requises ;
- d'un bordereau de prix ;
- et d'un projet de contrat.

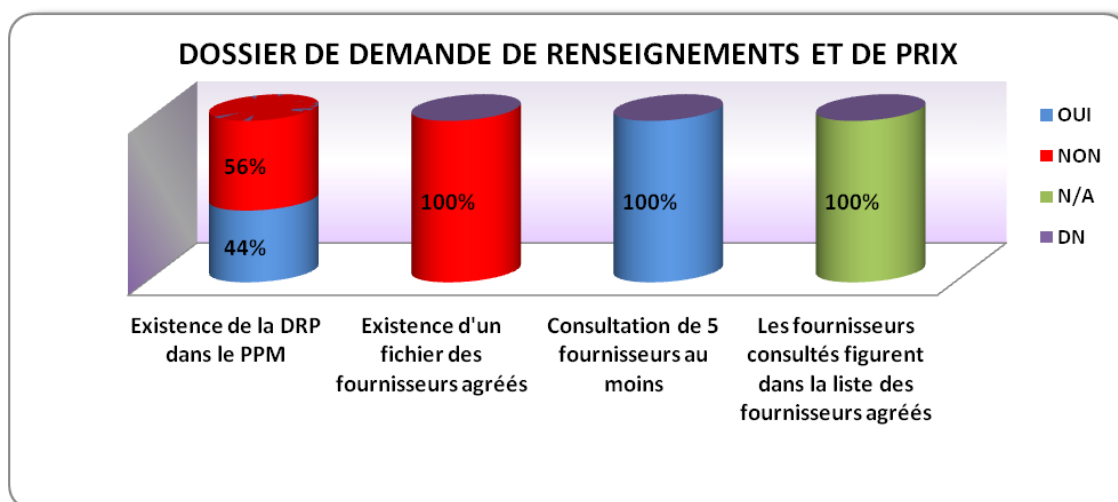
Les modalités de publicité pour la présélection des candidats sont libres. Toutefois, la liste des candidats présélectionnés peut être établie à partir d'un fichier de prestataires constitué par l'autorité contractante au terme d'un appel à manifestations d'intérêt initié en début de gestion, et mis à jour périodiquement en fonction des nécessités de service.

4.2.1.2 Constats

a) AOO

Éléments de contrôle	Constats
Existence du marché dans le PPM transmis à la DCMP.	Oui
Marché mentionné dans l'avis général de passation des marchés.	Oui
Le dossier d'AO répond aux exigences de l'article 58.	Oui

b) DRP



4.2.1.3 Commentaires

a) AOO

Nous n'avons pas obtenu la coupure de presse de la publication de l'AGPM. La lettre transmise à l'organe de presse pour publication que nous avons reçu n'est pas signée par le DG de l'ADL.

b) DRP

Cinq (05) DRP soit 56% n'ont pas été inscrites dans le PPM :

1. Confection d'un film et d'une plaquette d'information sur l'ADL attribuée à SELENE COM ;
2. Aménagement, installation et câblage réseau informatique attribuée à AREGC ;
3. Travaux de confection de bureaux en aluminium pour local comptabilité attribuée à KIMA AFRIQUE ;
4. Fourniture de 3 000 Tee shirts attribuée à BASS-SERI ;
5. Travaux d'étanchéité sur la terrasse du siège de l'ADL attribuée à EBCD.

L'ADL ne disposait pas d'un fichier des fournisseurs en 2011.




4.2.2 Avis d'Appels d'Offres (AAO)

4.2.2.1 Rappels

a) AOO

Article 60 du CMP

L'appel d'offres est la procédure par laquelle une autorité contractante attribue le marché, après appel à la concurrence, au candidat réunissant les conditions de qualification qui remet l'offre conforme évaluée la moins disante, sur la base de critères quantifiés en termes monétaires préalablement portés à la connaissance des candidats, sans négociation.

-  L'appel d'offres peut être ouvert ou restreint. Il est dit ouvert lorsque tout candidat peut remettre une offre, et restreint lorsque seuls peuvent remettre une offre les candidats qui y ont été directement invités par l'Autorité Contractante. L'appel d'offres ouvert peut comprendre une phase de pré-qualification.
-  L'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions stipulées dans le CMP.
-  L'appel d'offres peut également être organisé en deux étapes, dans les conditions prévues dans le CMP, en vue dans un premier temps de préciser les critères ou les solutions techniques auxquels les offres devront répondre puis, dans un deuxième temps, d'attribuer le marché sur les bases retenues par l'autorité contractante.

b) DRP (invitation des candidats)

Article 77.2 du CMP 2007/78.2 du CMP 2011 :

L'autorité contractante choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché.

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

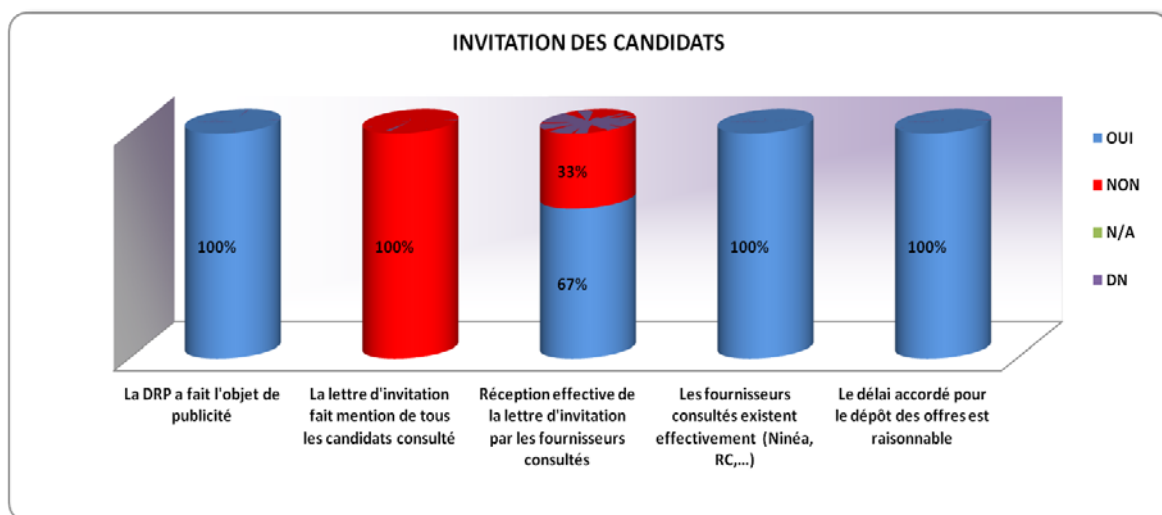
La lettre d'invitation, adressée simultanément aux fournisseurs à consulter, doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés (5 au moins, conformément à l'article 77 du CMP 2007/78 du CMP 2011). Les délais prescrits pour la remise des offres et l'exécution des prestations doivent être raisonnables et compatibles avec la consistance de la commande envisagée.

4.2.2.2 Constats

a) AOO

Éléments de contrôle	Constats
Publication de l'avis d'appel d'offres	OUI
Les mentions requises par la réglementation sont-elles prises en compte dans la lettre	OUI
Le délai accordé pour le dépôt des offres est-il raisonnable	OUI

b) DRP



4.2.2.3 Commentaires

a) AOR

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

b) DRP

Pour toutes les DRP, les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des candidats consultés ceci en violation de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31/03/2009).

L'ADL ne disposait pas de registre de transmission de courrier. Pour 33% des DRP dont les copies des lettres n'ont pas été déchargées par les fournisseurs consultés, nous n'avons pas pu nous assurer de leur réception effective.

4.2.3 Réception et dépouillement des offres

4.2.3.1 Rappels

c) AOO

Article 67 du CMP

A l'expiration des dates et heures limites de dépôt des offres, la commission des marchés est chargée de procéder à l'ouverture des plis. Seuls peuvent être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et heure limites de dépôt des offres.

Les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limites de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report. Les plis reçus après le délai fixé doivent être renvoyés aux candidats sans avoir été ouverts.

Tous les candidats qui ont soumis des offres sont autorisés par l'autorité contractante à assister ou à se faire représenter à l'ouverture des plis. Les candidats ou leurs représentants qui sont présents signeront un registre attestant de leur présence. Les représentants des organismes de financement peuvent également assister à l'ouverture des plis ou se faire représenter. Cette faculté est mentionnée dans l'avis d'appel d'offres.

Le nom de chaque candidat, le montant de chaque offre, la présence ou l'absence de garantie financière, les rabais éventuels ainsi que toute autre information que l'autorité contractante peut juger utile de faire connaître, sont lus à haute voix lors de l'ouverture des plis. Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats.

d) DRP

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

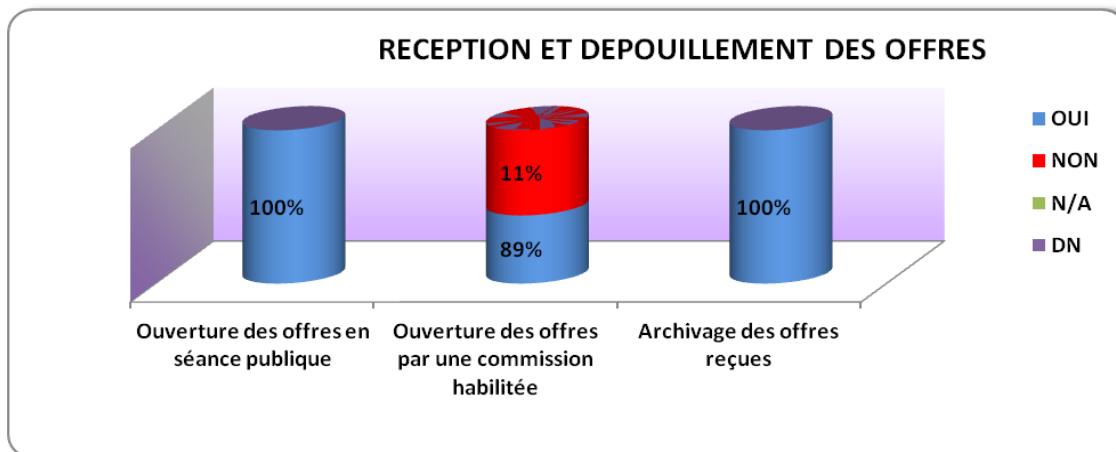
La présence des soumissionnaires à la séance d'ouverture des plis n'est pas obligatoire.

4.2.3.2 Constats

a) AOO

Éléments de contrôle	Constats
Ouverture des offres en séance publique.	Oui
Ouverture des offres par une commission nommée officiellement	Oui
PV d'ouvertures des offres transmis aux soumissionnaires.	Oui

b) DRP



4.2.3.3 Commentaires

a) AOO

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

b) DRP

Les membres de la commission ayant assuré l'ouverture des plis de la DRP «confection d'un film et d'une plaquette d'information sur l'ADL » attribuée à SELENE COM d'un montant de 11 041 555 Fcfa n'étaient plus habilités à siéger.

En effet, une nouvelle commission avait été mise en place le 04 juillet 2011 avant la date de lancement de cette DRP le 09 août 2011.

4.2.4 Évaluation des offres et attribution des marchés

4.2.4.1 Rappels

a) AOO

Article 68 du CMP

Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 45 CMP 2007 /44 CMP 2011, et rejette les offres non recevables.

La commission détermine ensuite si les offres sont conformes aux conditions et spécifications des cahiers des charges.

Article 69 du CMP

Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats et aucune modification des offres ou des prix ou des conditions de concurrence ne peut être demandée, offerte ou autorisée. La commission peut toutefois corriger les erreurs purement arithmétiques découvertes au cours de l'examen des offres et peut demander aux candidats de préciser la teneur de leurs offres afin d'en faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison. Cette demande doit être faite par écrit dans le respect strict des cahiers des charges. La réponse doit également être adressée par écrit.

Article 70 du CMP 2007






La commission procède ensuite à une évaluation détaillée en fonction des critères établis conformément à l'article 59 du CMP, mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence. Elle propose à l'autorité contractante l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disante et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence.

Article 70 CMP 2011 :

La commission procède ensuite à une évaluation détaillée en fonction des critères établis conformément à l'article 59 du CMP, mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence. Elle propose à l'autorité contractante dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la séance d'ouverture des plis, l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disante et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel à la concurrence. Exceptionnellement, ce délai peut faire l'objet de prorogation dans la limite maximale de dix (10) jours, sur demande motivée de l'autorité contractante adressée à la Direction chargée du contrôle des marchés publics.

Article 79-5 du CMP 2007/80.7 du CMP 2011

L'évaluation des propositions et la désignation de l'attributaire s'effectuent dans tous les cas :

-  soit sur la base de la qualité technique de la proposition, résultant en particulier de l'expérience du candidat, de la qualification des experts et de la méthode de travail proposés, ainsi que du montant de la proposition ;
-  soit sur la base d'un budget prédéterminé dont le candidat doit proposer la meilleure utilisation possible ;
-  soit sur la base de la meilleure proposition financière soumise par les candidats ayant obtenu une note technique minimum ;
-  soit, dans les cas où les prestations sont d'une complexité exceptionnelle ou d'un impact considérable ou encore lorsqu'elles donneraient lieu à des propositions difficilement comparables, exclusivement sur la base de la qualité technique de sa proposition. Dans ce dernier cas, l'exécution du marché doit donner lieu à un contrôle des prix de revient.
-  Le marché peut ensuite faire l'objet de négociations avec le candidat dont la proposition est retenue. Les négociations ne peuvent en aucun cas être conduites avec plus d'un candidat à la fois.

b) DRP

Article 77.2 du CMP 2007/ 78.2 du CMP 2011 :

L'autorité contractante attribue le marché au candidat présentant l'offre évaluée la moins disante et rédige un procès-verbal d'attribution.

Article 77.3 du CMP 2007/ 78.3 du CMP 2011:

Les marchés relatifs au DRP donnent lieu à des contrats écrits de forme libre. Par dérogation, les commandes répondant à des conditions de montant et de nature spécifiées par Arrêté n° 11585 du 28 décembre 2007 du Ministre chargé des Finances peuvent être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures.

Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

L'ouverture des plis et la désignation de l'attributaire provisoire doivent être matérialisées par des procès verbaux.

La publication d'un avis d'attribution telle que prescrite aux articles 81 et 83 du CMP 2007 /83 et 85 du CMP 2011 n'est pas obligatoire. Toutefois, l'autorité contractante a l'obligation d'informer par écrit les soumissionnaires non retenus.

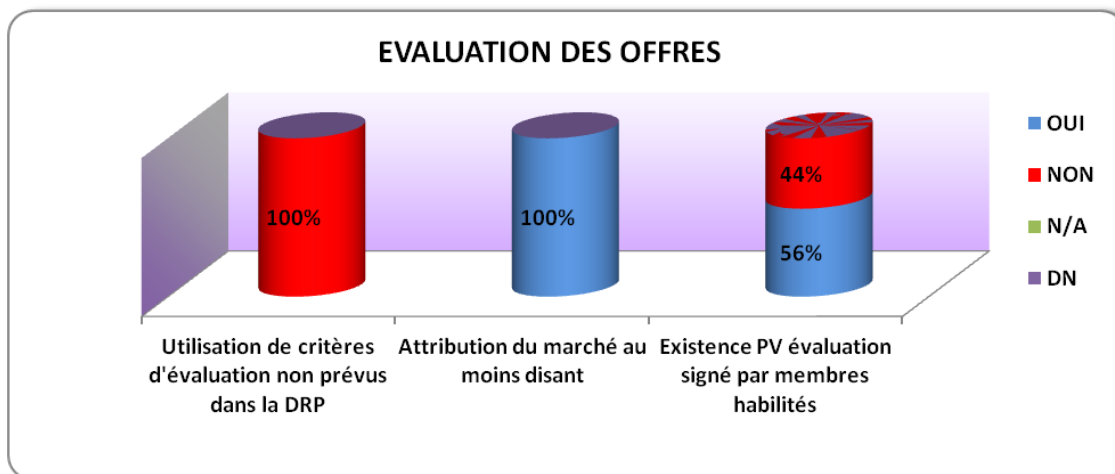
La publication d'un avis d'attribution telle que prescrite aux articles 81 et 83 du CMP /83 et 85 du CMP 2011 n'est pas obligatoire. Toutefois, l'autorité contractante a l'obligation d'informer par écrit les soumissionnaires non retenus.

4.2.4.2 Constats relatifs à l'évaluation

a) AOO

Éléments de contrôle	Constats
Attribution du marché au moins disant	Oui
Prise en compte des critères de qualification	Oui
Les critères d'évaluation utilisés sont ceux prévus par le DAO	Oui
Le délai entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation est-il raisonnable ?	Non

b) DRP



4.2.4.3 Commentaires relatifs à l'évaluation

a) AOO

Le délai d'approbation du rapport d'évaluation est long. En effet, les plis ont été ouverts le 22/04/11 et l'approbation du rapport d'évaluation a eu lieu le 20/06/11 soit deux mois après

b) DRP

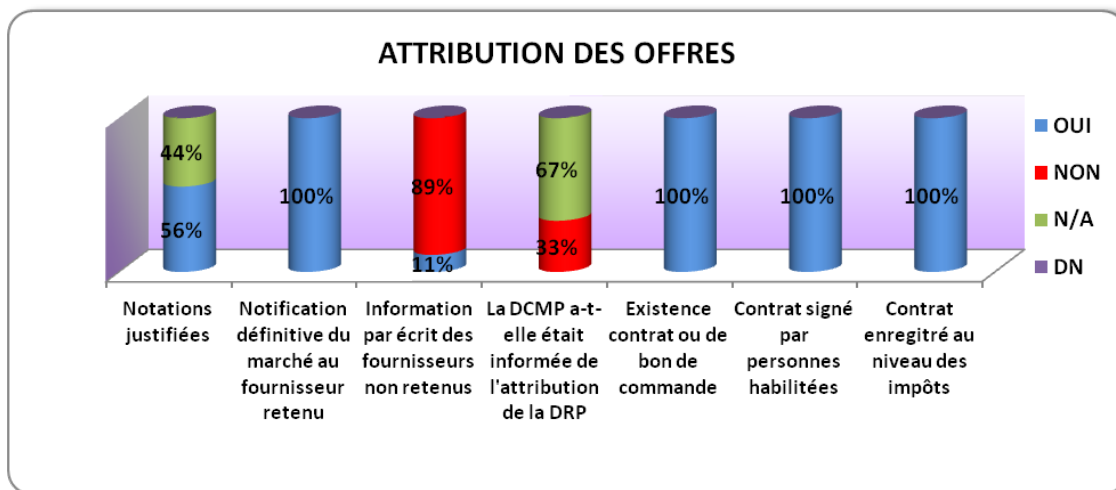
Pour 44% des DRP revues, les critères d'évaluation n'ont pas été définis. Le PV d'évaluation n'a pas été produit. L'attribution a été faite uniquement sur la base du moins disant. C'est le cas de DRP portant sur des fournitures de matériel informatique, l'installation de câblage réseau, confection d'un film et d'une plaquette d'information sur l'ADL etc.

4.2.4.4 Constats relatifs à l'Attribution

a) AOO

Éléments de contrôle	Constats
Publication de l'attribution provisoire	OUI
Conformité des mentions de l'Avis d'attribution provisoire	OUI
Conformité du marché signé au projet du DAO	OUI
Prise en compte des garanties requises	OUI
Approbation du marché par l'autorité compétente	OUI
Respect du délai entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation	OUI
Le marché a-t-il fait objet de notification écrite	NON
Publication de l'attribution définitive	OUI

b) DRP



4.2.4.5 Commentaires relatifs à l'Attribution

a) AOO

La lettre de notification bien que jointe au dossier, ne porte pas d'accusé de réception et l'absence de registre de transmission ne nous permet pas de nous assurer de sa réelle transmission.

Nous avons également constaté que la publication de l'avis d'attribution définitive de marché a été faite au-delà des 15 jours suivant la notification (dates de notification le 09 novembre 2011; date de publication de l'attribution définitive le 30 décembre).

b) DRP

Pour 89% des DRP, les fournisseurs non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre.

Pour 33% des DRP passées après juillet 2011 et dont le montant atteint le seuil fixé par l'arrêté n°011585 du 28/12/07, la DCMP n'a pas été informée de leur attribution contrairement aux dispositions prévues par l'article 78 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011

4.2.5 Cas particulier des marchés passés par entente directe

4.2.5.1 Rappels




Article 75 du CMP 2007/ 76 du CMP 2011 :

Les marchés sont dits par "entente directe" lorsque l'autorité contractante engage directement les discussions qui lui paraissent utiles avec les candidats et attribue le marché au candidat qu'elle a retenu.

Le marché par entente directe ne peut être passé qu'avec des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services qui acceptent de se soumettre à un contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations. Le marché précise les obligations de transmission d'informations financières et comptables auxquelles le titulaire du marché sera soumis en vue de permettre ce contrôle.

Article 76 du CMP 2007 :


Il ne peut être passé des marchés par entente directe qu'après avis de la Direction chargée du Contrôle des Marchés Publics dans les cas suivants :

-  pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige ;
-  pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
-  pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres, que le marché complémentaire porte sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

Les marchés passés par entente directe donnent lieu à un compte rendu détaillé dans le rapport annuel établi par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics.

Article 76 du CMP 2011 :

Il ne peut être passé de marchés par entente directe qu'après :

-  autorisation de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :

- a) pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
- b) pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres et que le marché complémentaire ne porte que sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initial conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

-  avis de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :

a) Pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige.

Sont considérés comme secrets :

- les marchés de fournitures, services et travaux passés pour assurer les besoins de la défense nationale et concernant :
 - Les marchés de fournitures et de services qui ont pour objet la conception, l'essai, l'expérimentation, la réalisation, l'acquisition, le maintien opérationnel, l'utilisation ou la destruction des armes, munitions et matériels de guerre ;
 - Les marchés de fournitures qui ont pour objet la réalisation de démonstrateurs ou de prototypes d'armes, munitions ou matériels de guerre ;
 - Les marchés de fournitures qui ont pour objet les composants, les outillages, les consommables et les moyens d'évaluation et d'essais, spécifiquement conçus pour la fabrication, l'emploi ou le maintien en condition opérationnelle des armes, munitions et matériels de guerre ou l'emploi des armes, munitions et matériels de guerre ou concourant à leur efficacité militaire ;
 - Les marchés de service qui présentent un lien direct avec la stratégie militaire ou l'emploi des armes et qui ont pour objet soit les études exploratoires et les études technico-opérationnelles relatives aux équipements futurs, les études biologiques, médicales, hydrographiques, soit les études prospectives ;
 - Les marchés de travaux directement liés à la réalisation, l'emploi, le maintien en condition opérationnelle et l'évaluation des armes, munitions et matériels de guerre ;
- les marchés portant sur des fournitures, services et travaux :
 - destinés à des fins de défense civile. Ces marchés portent sur des prestations visant à assurer l'ordre public, la protection matérielle et morale des personnes et la sauvegarde des installations et ressources d'intérêt général ainsi que l'appui au maintien ou au rétablissement de la liberté d'action des autorités militaires sur l'ensemble du territoire ;
 - relatifs à la sécurité nationale passés en vue de prévenir une menace, notamment terroriste, et plus généralement de prestataires, qui du fait de leurs prestations, accèdent à des informations ou domaines sensibles dont la divulgation pourrait porter atteinte à la sécurité et la sûreté de l'Etat et à son potentiel scientifique et économique. Relèvent notamment de ces marchés, les travaux qui doivent être exécutés dans l'espace présidentiel particulièrement au Cabinet du Président de la République, au Palais de la République et ses annexes.
 - les marchés passés en vertu d'un accord international relatif à la participation des troupes sénégalaises à des opérations de maintien de la paix ;

b) Les marchés pour lesquels, l'urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles, irrésistibles et extérieurs à l'autorité, n'est pas compatible avec les délais et règles de forme exigés par la procédure d'appel ouvert ou restreint ;

c) les marchés passés dans le cadre des mesures de mobilisation générale et de mise en garde.

Pour les marchés visés aux paragraphes b) et c), l'organe chargé du contrôle des marchés publics en avise dans les vingt quatre heures. Ce délai passé, pour poursuivre la procédure, l'autorité contractante doit s'en référer au Premier Ministre qui décide de la continuation ou non de la procédure.

Dans tous les cas, en cas d'avis négatif émis par la DCMP, l'autorité contractante, qui en informe le Premier Ministre, ne peut poursuivre la procédure de passation qu'en saisissant le Comité de Règlement des Différends près l'Organe chargé de la régulation des marchés publics d'une requête motivée, accompagnée de l'avis contesté dont copie est transmise au Premier Ministre.

Le Premier Ministre peut certifier par notification écrite à l'Organe chargé de la régulation des marchés publics et à celui chargé du contrôle des marchés publics que, pour des raisons tenant aux circonstances exceptionnelles du cas concerné impliquant des motifs impérieux d'intérêt général, l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement.

4.2.5.2 Constats

L'ADL n'a pas eu recours à la procédure d'entente directe au cours de l'exercice 2011.

4.2.6 Délais de passation des marchés

4.2.6.1 Rappels

a) AOO

Délais de présentation des offres et des candidatures (Article 63 du CMP)

DELAIS DE PRESENTATION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES				
Procédures	Délai de dépôt des offres ou demande de participation	Publication électronique	Procédure d'urgence	Procédure d'urgence et publication électronique
Appel d'Offres Ouvert avec ou sans préqualification	30 jours	25 jours	20 jours	15 jours

Article 82 du CMP 2007 / 84 du CMP 2011

Les marchés sont transmis à la personne responsable du marché pour signature dans un délai de quinze jours suivant la publication de l'avis d'attribution.

Article 83 du CMP 2007 / 85 du CMP 2011

Dans les quinze (15) jours suivants la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive.

b) DRP

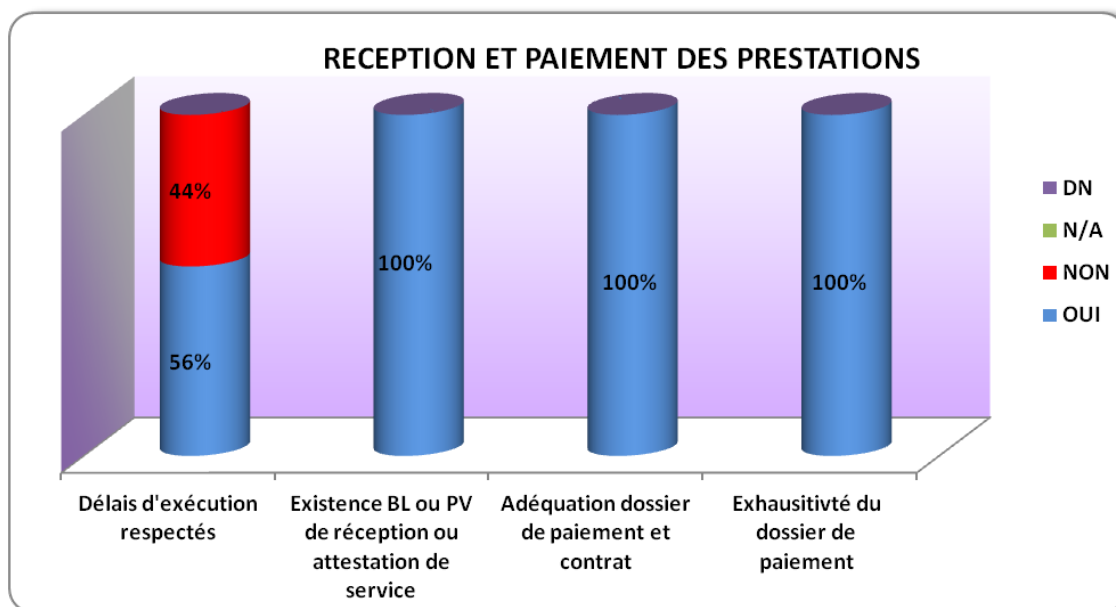
Les délais prescrits pour la remise des offres et l'exécution des travaux doivent être raisonnables et compatibles avec la consistance de la commande envisagée (cf. Circulaire n°4 du 31/3/2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP).

4.2.6.2 Constats

a) AOO

Éléments de contrôle	Constats
Première publication de l'avis à manifestation d'intérêt	N/A
Date limite définitive de dépôt des candidatures	Raisonnable
Délai d'évaluation des offres	Raisonnable
Date d'approbation effective du contrat	Raisonnable

b) DRP



Les délais d'exécution ne sont pas précisés dans 44% des DRP revues.

4.3 Audit de l'exécution financière

4.3.1 Etendue des travaux d'audit du volet financier

4.3.1.1 Concernant l'engagement

Pour les marchés passés par Appel d'Offres ouvert (AOO), et par Demandes de Renseignement de Prix (DRP) revus, nous avons effectué le contrôle sur la procédure d'exécution financière.

4.3.1.2 Concernant le contrôle et la certification du service fait

Nous avons vérifié l'existence d'un procès verbal de réception, d'un bon de livraison ou d'un certificat administratif attestant que les travaux ou services ont été réalisés

4.3.1.3 Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Pour chaque marché sélectionné, nous avons vérifié l'existence :

1. d'une facture définitive liquidée ;
2. d'une copie du moyen de paiement déchargée par le fournisseur

4.3.1.4 Limites de l'audit de l'exécution financière

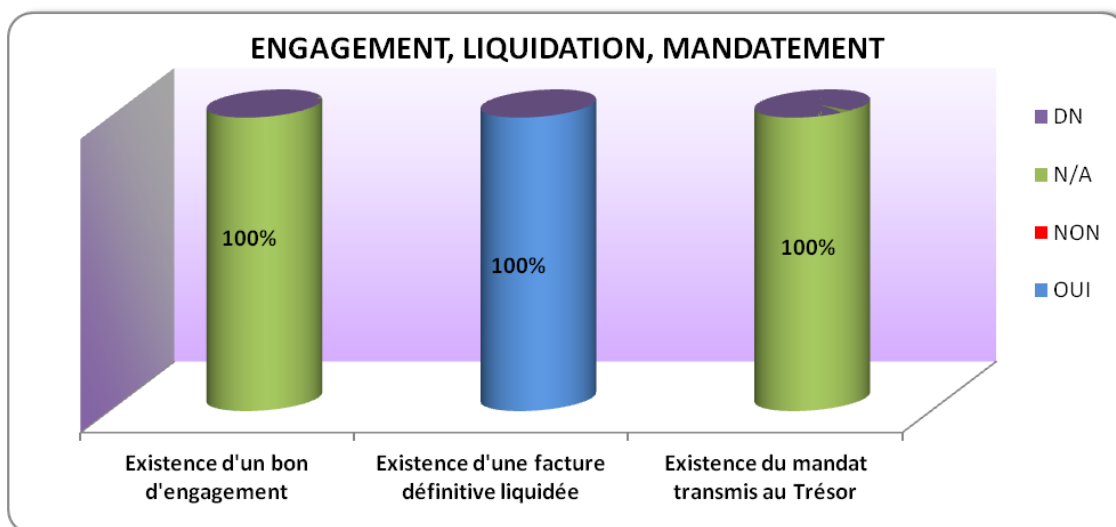
Nous n'avons pas relevé de limite d'audit dans l'exécution financière.

4.3.2 Constats d'audit sur le volet d'exécution financière

4.3.2.1 Production et gestion des garanties contractuelles

Les garanties requises ont été fournies par le titulaire du marché passé par appel d'offres.

4.3.2.2 Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses



Nous n'avons pas relevé d'anomalies particulières.

4.3.2.3 Réception et paiement des prestations

Nous n'avons pas relevé d'anomalies particulières sur l'exécution financière.

4.4 Audit de l'exécution physique

Les marchés de l'Agence de Développement Local ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validé avec l'ARMP.

5. RECOMMANDATIONS

5.1 Recommandations générales

5.1.1 Recommandations relatives à l'archivage

Constats	Recommandations	Commentaires de l'ADL
Les copies des chartes de transparence signées par les membres de la CPM et de la Cellule ne nous ont pas été transmises	Assurer l'archivage des copies des chartes de transparence signées par les membres de la CPM	<i>Nous prenons acte de cette recommandation. Les copies des chartes de transparence signées par les membres de la CPM et de la Cellule sont désormais archivées.</i>
L'annonce presse de l'AGPM n'a pas été archivée	Veiller à l'archivage de l'annonce presse de l'AGPM	<i>Nous prenons acte de cette recommandation.</i>

5.1.2 Recommandations relatives aux rapports et observateurs indépendants

Cf. rapport de synthèse du Groupe I.

5.1.3 Recommandations concernant le déroulement des audits à posteriori

Cf. rapport de synthèse du Groupe I.

5.2 Recommandations relatives au fractionnement

Nous n'avons pas constaté de cas de fractionnement potentiel ou de marchés passés hors procédures.

5.3 Recommandations relatives à la capacité de gestion du processus de passation des marchés

Constats	Recommandations	Commentaires de l'ADL
Le PPM a été transmis après le délai fixé par le CMP	S'assurer de la transmission du PPM dans les délais	Nous prenons acte de cette recommandation. Les PPM des années suivantes ont été transmis dans les délais.
Le PPM n'est pas exhaustif	S'assurer de la correcte prise en compte des besoins. Si nécessaire faire réviser le PPM	Nous prenons acte de cette recommandation. Pour les acquisitions de la DFC, il faut souligner que l'ADL a signé une convention avec la DFC (direction du ministère de tutelle) qui se charge de toute la procédure d'acquisition et transmet le dossier à l'ADL pour règlement. L'ADL procède à la vérification de conformité avant de procéder au paiement.
Les rapports trimestriels n'ont pas été produits	Produire les rapports trimestriels	Nous prenons acte de cette recommandation. Des améliorations ont été apportées en 2012.

5.4 Recommandations relatives à l'attribution des marchés

Constats	Recommandations	Commentaires de l'ADL
Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre	Informar les candidats non retenus du rejet de leur offre conformément à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP4 du 13 mars 2009	Nous prenons acte de cette recommandation. Des améliorations ont été apportées en 2012
Les spécifications techniques n'ont pas été définies	Préciser les spécifications techniques des marchés afin de procéder à une correcte évaluation des offres	Nous prenons acte de cette recommandation. Sur ce point, des améliorations significatives ont été apportées en 2012.

Constats	Recommandations	Commentaires de l'ADL
Pour 33% des DRP passées après juillet 2011 et dont le montant atteint le seuil fixé par l'arrêté n°011585 du 28/12/07, la DCMP n'a pas été informée de leur attribution contrairement aux dispositions prévues par l'article 78 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011	Informar la Direction chargé du Contrôle des Marchés Publics de l'attribution des DRP conformément aux dispositions de l'article 78 du CMP en vigueur	<i>Nous prenons acte de cette recommandation.</i>
Les délais d'exécution ou de livraison ne sont pas précisés	Préciser le délai d'exécution ou de livraison	<i>Nous prenons acte de cette recommandation</i>

5.5 Recommandations relatives au renforcement de la régulation

Cf. rapport de synthèse du Groupe I.

6. ANNEXE : LISTE DES MARCHES CONTROLES

6.1 L'appel d'offres restreint

N° d'ordre	Objet du marché	Montant en FCFA	Titulaire
1	Acquisition de véhicules	105 555 500	LOT 1 : CFAO
			LOT 2 : MATFORCE
			LOT 3 : ESPACE AUTO

6.2 Liste des DRP allégés

N° d'ordre	Objet du marché	Montant en FCFA	Titulaire
1	Mobiliers de bureau	15 317 580	Office choice
2	Fournitures et installation de groupe électrogène	14 809 000	Kima AFIQUE
3	Film documentaire et Plaquettes Institutionnelles sur l'ADL	11 041 555	SELENACOM
4	Aménagement local de Comptabilité(Aluminium)	8 517 240	Kima AFIQUE
5	Matériel informatique	7 080 000	G Vision
6	Manuel de procédures, Administratives et financières	7 000 000	Lydia Millenium Consulting
7	Tee-shirts	5 310 000	BASS-SERI
8	Réseau Informatique	4 986 090	AREGC
9	Matériels Informatiques	4 655 100	Office choice
10	Recrutement du personnel	4 000 000	Cabinet Ibrahima Diagne
11	Etanchéité Bâtiment	3 870 400	EBCD
TOTAL		86 586 965	